



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALES/1998/1187
17 décembre 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 17 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE CHARGÉ D'AFFAIRES PAR INTÉRIM DE LA MISSION PERMANENTE DE
LA YOUGOSLAVIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire part des observations de la République fédérale de Yougoslavie au sujet du rapport en date du 4 décembre 1998 (S/1998/1147) que vous avez établi en application des résolutions 1160 (1998), 1199 (1998) et 1203 (1998) du Conseil de sécurité.

Tout d'abord, permettez-moi de souligner que la République fédérale de Yougoslavie a noté avec satisfaction que le rapport présentait la situation au Kosovo-Metohija de manière équilibrée et assez objective. Cela est particulièrement vrai des informations selon lesquelles la situation humanitaire ne cesse de s'améliorer et les personnes déplacées rentrent chez elles, informations qui sont étayées par des données précises sur le nombre de rapatriés et les localités où ils se réinstallent. Le rapport indique clairement que des "unités paramilitaires albanaises du Kosovo" sont directement responsables des menaces qui pèsent sur les habitants du Kosovo-Metohija, et fournit des informations concrètes sur les actes de provocation, l'enlèvement de civils et de membres des forces de sécurité et d'autres actes de violence non provoqués qui mettent en péril la reprise du dialogue et la recherche d'une solution politique au problème du Kosovo-Metohija. En soulignant que les "unités paramilitaires albanaises du Kosovo" ont pour tactique de s'emparer des points de contrôle abandonnés par les forces de sécurité, le rapport met en évidence leurs intentions destructrices et leurs ambitions séparatistes, qui vont à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité et des accords conclus.

Cela étant, nous souhaitons revenir sur certains faits qui n'ont malheureusement pas été évoqués comme il convient dans le rapport. Étant donné que la communauté internationale a tout intérêt à stabiliser au plus tôt la situation au Kosovo-Metohija et à trouver une solution juste et durable par tous les moyens politiques, il convient de définir clairement et sans équivoque les obstacles qui s'y opposent et de désigner les véritables responsables. En ce sens, il ne sert à rien de nier que les dirigeants politiques de la minorité nationale albanaise sont de toute évidence responsables de l'impasse dans laquelle se trouve le dialogue politique. Les appels lancés à plusieurs reprises aux autorités comme aux dirigeants des partis politiques albanais assimilent ceux qui préconisent le dialogue et formulent des propositions concrètes à ceux qui s'obstinent à empêcher tout dialogue. En fait, cette position revient à tolérer qu'une des parties s'entête de manière provocatrice à

refuser de répondre aux appels du Conseil de sécurité et du Groupe de contact à la reprise immédiate et inconditionnelle du dialogue. Cette répartition erronée des responsabilités dans l'échec du dialogue apporte de l'eau au moulin des forces séparatistes du Kosovo-Metohija, qui sont déterminées à réaliser leurs objectifs illégitimes. En outre, il est étonnant que le rapport se refuse à condamner les terroristes et à qualifier les activités des "unités paramilitaires albanaises du Kosovo" de terrorisme, alors que les résolutions du Conseil de sécurité engagent les dirigeants albanais à condamner toute action terroriste.

Le rapport, pourtant élaboré entre autres en application de la résolution 1160 (1998) du Conseil de sécurité, qui lie tous les États Membres de l'Organisation des Nations Unies, ne fait pas du tout référence aux violations répétées de cette même résolution par la République d'Albanie, qui offre refuge aux organisations terroristes et au crime international organisé, y compris aux moudjahidin et aux narcotrafiquants. Les fréquents incidents survenus à la frontière entre la Yougoslavie et l'Albanie (172 au cours des huit derniers mois) et les violations flagrantes de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République fédérale de Yougoslavie sont autant d'indications de la politique menée par la République d'Albanie, qui consiste à aider et à soutenir les séparatistes et les terroristes et à entraver les efforts déployés par la communauté internationale pour trouver une solution politique et rétablir durablement la stabilité. Cette politique, qui découle de l'ambition expansionniste de créer une "grande Albanie" aux dépens des pays voisins, constitue une grave menace pour la paix et la stabilité dans la région.

La référence qui est faite à un "cessez-le-feu" est déconcertante dans la mesure où elle laisse supposer l'existence d'un conflit armé. Or, il n'y a eu ni guerre ni conflit armé au Kosovo-Metohija. Il n'y a eu que des actions légales entreprises par les forces armées contre des terroristes. Une fois les terroristes neutralisés, la police a cessé son action anti-terroriste le 27 septembre 1998. Les actes terroristes sont pour leurs auteurs un moyen de créer des tensions, de détourner l'attention de la communauté internationale et de saper les efforts déployés pour trouver une solution pacifique par tous les moyens politiques.

Je saisis cette occasion pour vous rappeler que le Gouvernement de la République fédérale de Yougoslavie et le Gouvernement de sa république constituante, la République de Serbie, sont résolus à trouver une solution pacifique et politique au problème du Kosovo-Metohija. Cette volonté s'est exprimée notamment dans la proposition conjointe d'accord sur le cadre politique de l'autonomie du Kosovo-Metohija, dont malheureusement aucune mention n'a été faite dans le rapport. La proposition conjointe repose sur le principe selon lequel le texte final de l'accord ne peut être élaboré que par le dialogue, sur un pied d'égalité, entre la délégation de l'État et les représentants de toutes les communautés ethniques, et que les parties ne doivent ni tenter d'imposer leurs vues, ni condamner d'avance les propositions des autres, ni les rejeter en bloc.

Convaincu que vous êtes résolu à rendre compte le plus exactement possible de la situation au Kosovo-Metohija, je tiens à vous assurer que la République

/...

fédérale de Yougoslavie est prête à vous appuyer dans vos efforts et à vous offrir toute l'aide dont vous pourriez avoir besoin.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim

(Signé) Vladislav JOVANOVIC
